

ÉLECTIONS LÉGISLATIVES de JUIN 1988  
5<sup>e</sup> Circonscription de Loire-Atlantique

# Edouard LANDRAIN

Conseiller Général — Maire d'Ancenis



Union  
du  
**Rassemblement**  
et du  
**Centre**  
(R.P.R - U.D.F.)

SUPPLÉANT

## Donatien de SESMAISONS

Conseiller Général  
Maire de La Chapelle-sur-Erdre



Madame, Mademoiselle, Monsieur,

L'Assemblée Nationale vient d'être dissoute... Par cette décision, le Président Mitterrand sert ainsi fidèlement les seuls intérêts de son parti, qu'il croit majoritaire en France, au mépris des propositions d'ouverture qu'il avait donné l'impression de vouloir faire...

Depuis des années, au-delà de nos engagements politiques, nous nous sentons les représentants de toute la population, chargés de défendre vos intérêts dans le respect des droits de chacun.

Tous deux **Conseillers Généraux, Maires**, l'un de **La Chapelle-sur-Erdre**, Commune Suburbaine de Nantes, l'autre d'**Ancenis**, Chef-Lieu d'arrondissement rural, nous connaissons bien les problèmes de notre Département.

Nous les connaissons et contribuons chaque jour à tenter d'y apporter une solution.

Au cours de cette lutte quotidienne contre le chômage, contre les difficultés de la vie, nous réalisons qu'il est indispensable que **notre circonscription soit représentée au mieux à l'échelon national** : voilà les véritables raisons de notre candidature !

- **L'ouverture** vers l'Europe et le monde
- **La mise en valeur** de la façade atlantique
- **La nécessité** d'un **grand OUEST économique**
- **Une meilleure formation** scolaire et universitaire pour notre jeunesse dans le respect du pluralisme
- **Une agriculture** adaptée au monde moderne et soutenue dans la direction où François GUILLAUME et Jacques CHIRAC l'ont engagée
- **Une protection sociale** solide et à l'abri des contestations
- **Une économie florissante**, s'appuyant sur une industrie, un commerce et un artisanat de qualité, fruits de la liberté d'entreprendre
- Une saine **politique familiale**
- **La culture, le sport, le tourisme** dans notre région
- **Le respect** de nos anciens,

autant de thèmes que nous aurons à cœur de défendre **dans l'UNION**, sans démagogie, avec raison, mais aussi avec volonté et détermination.

Edouard LANDRAIN

Conseiller Général  
Maire d'Ancenis

Donatien de SESMAISONS

Conseiller Général  
Maire de La Chapelle-sur-Erdre



# EDOUARD LAMOURIN

Commissaire Général - France - 1952

Document de 25-11-1952

Commissaire Général

Membre du Comité de la France

Union

Commissaire

Assamblément

Union

Centre

(R.P. 1952)

Document de 25-11-1952

Document de 25-11-1952  
Le document de 25-11-1952, intitulé "Processe législatif", est un document de travail de la Commission des Communautés européennes. Il est destiné à servir de base à la discussion et à la décision de la Commission sur les propositions de loi relatives à la mise en œuvre de la Convention de Schengen. Le document est divisé en deux parties : la première partie est consacrée à la présentation des propositions de loi, et la seconde partie est consacrée à la discussion et à la décision de la Commission. Le document est rédigé en français et est daté du 25-11-1952.

Document de 25-11-1952  
Le document de 25-11-1952, intitulé "Processe législatif", est un document de travail de la Commission des Communautés européennes. Il est destiné à servir de base à la discussion et à la décision de la Commission sur les propositions de loi relatives à la mise en œuvre de la Convention de Schengen. Le document est divisé en deux parties : la première partie est consacrée à la présentation des propositions de loi, et la seconde partie est consacrée à la discussion et à la décision de la Commission. Le document est rédigé en français et est daté du 25-11-1952.

Document de 25-11-1952  
Le document de 25-11-1952, intitulé "Processe législatif", est un document de travail de la Commission des Communautés européennes. Il est destiné à servir de base à la discussion et à la décision de la Commission sur les propositions de loi relatives à la mise en œuvre de la Convention de Schengen. Le document est divisé en deux parties : la première partie est consacrée à la présentation des propositions de loi, et la seconde partie est consacrée à la discussion et à la décision de la Commission. Le document est rédigé en français et est daté du 25-11-1952.